

# UKRAINE.

---

Résumé historique et politique de la  
situation actuelle en Ukraine

AVEC 5 ANNEXES ET  
UNE CARTE GÉOGRAPHIQUE

---

---

*Bureau Ukrainien de Presse, Daendelsstraat 9, LA HAYE*  
1919



## UKRAINE.

---

Le 9 22 janvier 1918 fut proclamée à Kiew l'indépendance de la République Démocratique Ukrainienne, composée de la partie de l'ancien Empire Russe qui est peuplée en moyenne de 75 à 80 <sup>0</sup>/<sub>10</sub> d'Ukraiens. (Annexe 2).

La Rada Centrale — suprême organe législatif révolutionnaire de la République — fut forcée d'entrer dans la voie de l'indépendance absolue après que, à la fin de 1917, son appel aux autres parties de l'ancienne Russie (le Don, le Kouban, la Sibérie, etc.) au sujet d'une alliance sur le principe fédératif ne rencontra pas de sympathie et que, à Pétrograd, le Gouvernement de Kerensky fut renversé par les bolcheviks.

Dès les premiers jours de son existence, la jeune république obtint reconnaissance de son indépendance par la France et l'Angleterre qui accreditèrent immédiatement leurs Représentants auprès du Gouvernement Ukrainien à Kiew.

A ce moment là, les bolcheviks anéantirent complètement le front russe, qui jusqu'alors avait tenu bon sur le territoire ukrainien, grâce à la nationalisation des parties constituantes de l'armée et à la formation de régiments et divisions purement ukraiens. De plus, les bolcheviks allèrent à Brest-Litovsk pour conclure la paix avec les Allemands au nom de toute la Russie, laquelle, dans cette forme, n'existait déjà plus. L'Ukraine, qui se constitua seulement au cours de la guerre, qui ne l'avait pas déclarée et qui y fut entraînée en même temps que les autres parties de l'Empire, souffrit beaucoup de cette guerre, parce qu'une portion de son territoire en fut le théâtre et que le territoire restant fut tari par les fournitures continuelles de grains, etc., pour la guerre. A cause de cela, voulant sauver ce qui avait échappé à l'épuisement et en exécution du voeu unanime du peuple ukrainien de sortir rapidement des pénibles conditions créées par la guerre, — la Rada Centrale et le Gouvernement de l'Ukraine se virent forcés de prendre part aux négociations

de paix à Brest-Litovsk et de résoudre eux-mêmes leur sort, ce qui n'était faisable qu'en proclamant l'indépendance absolue de l'Ukraine.

La Rada Centrale envoya donc à Brest-Litovsk ses délégués qui, le 9 février 1918, y signaient avec les Puissances Centrales, le premier traité de paix depuis cette grande guerre. Ce traité n'était pas désavantageux ni n'entravait pas l'indépendance de l'Ukraine, comme ce fut le cas avec le traité conclu par Trotsky au nom de la Russie.

Mais, pendant que se poursuivaient les négociations à Brest-Litovsk et que les représentants des bolcheviks y reconnaissaient l'indépendance de l'Ukraine, une véritable guerre avait lieu en Ukraine, tant avec les troupes bolchévistes revenant du front, qu'avec les gardes-rouges bolchévistes, qui venant du Nord de la Russie, sous la conduite de différents Commissaires, marchaient sur l'Ukraine, pillant et incendiant les villes, massacrant la population et emportant en masse les grains et autres provisions alimentaires d'Ukraine en Russie. Finalement, après un bombardement de 5 jours, les bolcheviks s'emparèrent de Kiew. La Rada Centrale et le Gouvernement Ukrainien furent obligés de quitter Kiew et de se réfugier à Jitomir. N'ayant pas suffisamment de troupes à soi et ne pouvant attendre une aide des autres Puissances, la Rada Centrale en fut réduite, par la force des choses, à s'adresser au peuple allemand pour obtenir du secours. L'Allemagne, et ensuite l'Autriche-Hongrie, retirant du front une partie de leurs troupes, les envoyèrent en Ukraine, contre les bolchéviques. Avec le concours de ses fractions peu nombreuses et des Allemands, la Rada Centrale revint à Kiew et reprit le travail interrompu de la construction de la République. C'est alors que la Rada Centrale édicta, au nombre d'autres lois importantes, celle concernant l'autonomie nationale-personnelle, qui garantissait à tous les peuples vivant en minorité en Ukraine, (Polonais, Russes, Israélites, etc.) la plénitude de leurs droits nationaux et culturels. Cette loi est la première au monde qui, avec clarté et précision, assure les droits des autres peuples à la libre disposition d'eux mêmes et à l'indépendance de leur vie nationale-culturelle. Toutes les Nations acquièrent leurs droits politiques en Ukraine dès le début de la révolution et à la Rada Centrale elles avaient même 30 % de mandataires. — La Rada Centrale promulga également des lois sur la journée de 8 h. de travail, sur le contrôle de l'État pour l'industrie, sur la réforme agraire, — loi qui abolissait les grosses propriétés foncières en Ukraine.

La réforme agraire y est la question la plus importante; pour le comprendre, il suffit de dire qu'en Ukraine les détenteurs de propriétés foncières atteignant 40.000, 60.000 et même 100.000 déciatines (1 kilom. car. = 10 déciatines) ne sont pas de nationalité ukrainienne. Or, la population rurale, qui représente 80 % de toute la population de l'Ukraine, possède seulement la moitié des biens fonciers; 50 % de la population rurale n'a que peu ou point de terre.

Mais les réformes susdites n'étaient pas du goût des sphères supérieures de la société — la grande bourgeoisie — qui son seulement n'avait tiré aucun enseignement de la révolution, mais qui au contraire voulait reprendre tout ce que la révolution lui avait fait perdre. Elle noua des liens étroits avec les représentants de l'Allemagne et de l'Autriche en Ukraine, tant militaires que civils, lesquels provenaient pour la plupart des milieux de „junkers” (sous-officiers nobles) d'Allemagne, et des milieux de „vélíkopani” (gentilhommes) d'Autriche-Hongrie. Avec l'aide des troupes allemandes et sous la direction du haut commandement Allemand, un coup d'Etat fut perpétré à Kiew les 28—29 avril 1918: la Rada Centrale fut dispersée par les soldats allemands; plusieurs Ministres furent arrêtés et les militaires Ukrainiens (fusillers „sitchovi”, cosaques du Zaporogue, et „joupans bleus”) furent désarmés. A la place de la Rada Centrale on mit le général russe Skoropadsky: on fit entrer en scène une pseudo-assemblée du peuple, composée des gros propriétaires fonciers qui, pour la circonstance, endossèrent le sarrau gris du paysan. Cette assemblée proclama Skoropadsky „Hetman” de toute l'Ukraine. Les Allemands prêtèrent volontiers leur aide à Skoropadsky et aux gros propriétaires fonciers, car la Rada Centrale et son Gouvernement, qui s'étaient toujours tenu sur le pied de la neutralité de l'Ukraine, défendaient aux Allemands d'emporter le matériel de guerre de l'Ukraine, ne leur lassaient pas piller la population, exigeaient la création d'une armée à soi et avaient posé des conditions nettes au séjour des Allemands en Ukraine. Les Allemands, eux, voulaient gouverner en Ukraine comme en territoire occupé et ne tenaient aucun compte des lois et dispositions du Gouvernement Ukrainien.

Le Hetman Skoropadsky voulut continuer à jouer la comédie „d'êlu du peuple”. Il émit une Constitution de l'Ukraine, remplaçant la dénomination de „République” par „Etat”; la constitution était entièrement copiée des lois fondamentales russes de 1906. A lui-même, il se donna des droits presque de monarque, nommant

et révoquant lui-même les Ministres, promulguant les lois, établissant une suite de gens de Cour, un protocole, etc. et de Guillaume II, lors de ses voyages en Allemagne, il reçut le titre de „Altesse sérénissime”. Mais les choses ne s'arrêtèrent pas là : dans les villages, les gros propriétaires fonciers organisèrent, avec l'aide des Allemands, des expéditions répressives qui martyrisaient, battaient et pendaient les habitants, leurs imposaient de fortes contributions, enlevaient aux paysans non seulement les terres des gros propriétaires, mais aussi le bétail, les chevaux, l'inventaire ; pour tout dommage leur causé pendant la révolution, les gros propriétaires fonciers voulaient obtenir dix fois plus. Dans les différentes localités, les organisations ouvrières furent fermées, la journée de 8 h. de travail fut supprimée ; une censure fut établie pour la presse et l'état de guerre fut proclamé.

Le Hetman tomba complètement sous l'influence des Allemands et ne leur fit obstacle en rien. Ils posèrent des conditions, avantageuses pour eux, à l'exportation des grains et des matières premières de l'Ukraine, mais en dehors de ces conditions, ils emportaient tout ce qu'ils voulaient. Les choses allèrent si loin que même la terre, la féconde terre noire de l'Ukraine, fut emportée dans des sacs en Allemagne, pour les potagers, jardins et pots de fleurs ! Au mépris des déclarations solennelles et de la proclamation de l'entière neutralité de l'Ukraine, les Allemands en chassèrent plusieurs Consuls et autres représentants des Puissances de l'Entente, bien que contre ces actes le Gouvernement Ukrainien eut énergiquement protesté

Pareille façon d'agir des Allemands, de même que l'anti-nationalisme du Gouvernement de l'Hetman, conduisirent peu à peu au fait que tous les partis et groupes politiques refusèrent de prendre part à ce Gouvernement, et non seulement ne le soutinrent pas, mais se mirent en opposition contre lui. Afin de renforcer leur influence sur les Allemands et le Hetman, tous les partis politiques, les états provinciaux (Zemstvo), les coopératives, l'Union professionnelle des instituteurs, les sociétés civilisatrices et scientifiques se fusionnèrent en une grande organisation — „L'Union Nationale Ukrainienne” — à la tête de laquelle se plaça l'écrivain et homme politique ukrainien bien connu, ancien président du Conseil des Ministres sous la Rada Centrale, Vladimir Vinnitchenko, — dont Simon Petliura, qui avait été emprisonné pendant trois mois par le Hetman et les Allemands, — devint le bras droit et

principal organisateur. L'Union Nationale, ne voulant pas de nouvelles complications en Ukraine, proposa à l'Hetman et aux Allemands de s'entendre définitivement avec eux et de constituer un Cabinet entièrement national. Les Allemands, qui déjà à cette époque (août 1918), sur le théâtre de la guerre, de vainqueurs devenaient vaincus, permirent la formation d'un cabinet national ukrainien; mais les cercles réactionnaires qui entouraient le Hetman ne pouvaient se résoudre à y consentir: ils commencèrent par donner 6 sièges dans le Gouvernement, mais ce cabinet ne tint que 10 jours. A ce même moment, en opposition à l'Union Nationale, se forma une Alliance de tous les réactionnaires en Ukraine, — principalement de ceux qui, fuyant les bolchéviks, y étaient venus de la Moscovie, — ainsi que des monarchistes russes. Cette Alliance envoya ses représentants à Jassy, en Roumanie, où se trouvaient déjà les Représentants de l'Entente; là, ils ouvrirent certaines conférences devant lesquelles ils réclamaient l'abolition de l'indépendance de l'Ukraine, l'institution de la dictature de l'ex-Grand-Duc Nicolas-Nicolaievitch, et dépeignirent la situation comme si toute l'Ukraine et tous les partis nationaux ukrainiens étaient bolchevistes!

Par suite des instances de ces activistes, le Hetman révoqua ce dernier cabinet de coalition et en nomma un nouveau, composé seulement d'hommes d'action de la haute-bourgeoisie, proclama la fédération de l'Ukraine avec la Russie, et transmit le pouvoir suprême aux mains du général monarchiste russe, comte Keller. A ce nouvel attentat contre l'Ukraine, l'Union Nationale répondit par la guerre. Elle créa le Directoire de la République Démocratique Ukrainienne, composé de Vinnitchenko (Président), Petliura, Andrievsky, Chvetz (prof.) et Makarenko. Le 15 octobre 1918, le Directoire s'adressa au peuple Ukrainien en l'invitant à se lever pour la défense de la République contre le traître Hetman et son Gouvernement. Le Directoire commença son travail d'abord à Biéla-Tserkov (près de Kiew), ensuite à Vinnitsa. Bientôt Petliura, qui s'était mis à la tête des forces militaires de la République, rassembla plusieurs milliers de soldats bien armés et disciplinés, à l'aide desquels il occupa toute l'Ukraine, et entoura de toutes parts Kiew, où résidait le Hetman et son Gouvernement. Et une nouvelle guerre éclata en Ukraine; le Hetman ne disposait que d'un petit nombre d'officiers purement russes, ainsi que des habitants de Kiew et des élèves de 16 à 18 ans des écoles moyen-

nes, mobilisés par contrainte. De telles troupes pouvaient être défaites sans peine, mais le Gouvernement de l'Hetman, tantôt en menaçant les Allemands des foudres de l'Entente, tantôt en promettant de rapatrier rapidement leurs troupes en Allemagne, avait incliné de son côté celles-ci, qui comptaient 15.000 h. à Kiew, et avec leur concours, empêchait les troupes du Directoire d'entrer à Kiew. Pendant ce temps, le Hetman envoyait tout le jour aux Puissances de l'Entente des télégrammes demandant une aide militaire. Cela dura ainsi presque un mois. Enfin, voyant que ni l'Entente, ni les Allemands n'envoyaient du secours, et que l'armée du Directoire était aux portes mêmes de Kiew, le Hetman quitta cette ville, son Gouvernement se dispersa et les troupes du Directoire entrèrent à Kiew.

Après que le Directoire se fut étendu à toute l'Ukraine, il reprit sa tâche d'organisation de la structure du pays. Le Directoire mit à la base de son activité les principes suivants : entière neutralité et relations amicales avec tous les pays ; reconnaissance de tous les principes du droit international des peuples civilisés ; acceptation de toutes les dettes et obligations contractuelles de l'ancien Empire Russe pour la partie qui incombe à l'Ukraine d'après sa population et son territoire ; lutte active contre la propagande bolcheviste et contre les agressions des bolcheviks en Ukraine. Le Directoire a rétabli de nouveau les lois de la Rada Centrale, abrogées par le Hetman, sur l'autonomie nationale-personnelle, sur la journée de 8 h. de travail, sur la réforme agraire ; il a édicté une loi sur la convocation de la Constituante, à laquelle il veut transmettre tout le pouvoir en Ukraine.

Attachant une grande importance aux relations internationales permanentes et à l'exacte information de l'Europe sur l'Ukraine, le Directoire a adressé par radio à tous les pays du monde une déclaration nette, (annexe 3) par laquelle il explique sa tâche et convie tous les pays à reconnaître l'indépendance de l'Ukraine. En outre, le Directoire a décidé de remplacer tous les Ambassadeurs de l'Ukraine nommés par le Hetman (en Allemagne, en Autriche-Hongrie, en Turquie, en Roumanie, en Suède et en Norvège) et d'envoyer des Missions Diplomatiques Extraordinaires en France, en Angleterre, en Italie, en Grèce, en Serbie, en Tchéquie, au Danemark, en Hollande et en Belgique, et aux Etats-Unis d'Amérique.

La portion de l'Ukraine appelée Galicie orientale, Bucovine et



Ruthénie Hongroise, qui pendant plus de 600 ans fut séparée du reste de l'Ukraine et qui au cours de la dernière décade se trouvait sous la domination de l'Autriche-Hongrie, — a pu également, après que le Président Wilson eut proclamé le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes et après la chute de la monarchie Austro-hongroise, commencer son existence nationale indépendante, garantissant de même à toutes les nationalités minoritaires la plénitude de leurs droits et l'autonomie nationale-personnelle. La Rada Nationale y convoquée en octobre 1918 proclama la République Démocratique Ukrainienne de l'Ouest. — En janvier 1919, à la seconde session de la Rada Nationale, fut décrétée la réunion des deux parties de l'Ukraine (celle de la Galicie orientale et l'autre) en une seule République Démocratique Ukrainienne indivisible, qui compte plus de 40 millions d'habitants. — Le Directoire adhéra également à cette réunion, qui fut solennellement proclamée à Kiev, sur la place de la Cathédrale S<sup>te</sup> Sophie, le 20 janvier 1919. — De la sorte, la République Démocratique Ukrainienne a maintenant à l'étranger une seule représentation pour les deux parties unifiées de la République Ukrainienne.

Toutefois, par la volonté du sort, le travail productif du Directoire de la République Démocratique Ukrainienne en vue de l'organisation intérieure du jeune Etat et de l'établissement de rapports amicaux à l'extérieur, fut interrompu dès le début. La jeune République se trouva de nouveau entourée d'ennemis. De l'Est se portait vers l'Ukraine son ennemi le plus grand et le plus féroce : les *bolcheviks de Moscovie*, qui, ne voyant plus contre eux les baïonnettes des troupes allemandes et, dans certains cas, avec l'aide de ces baïonnettes, entreprirent l'offensive contre l'Ukraine dans l'unique but d'enlever les vivres, dont l'Ukraine était encore si riche. Se couvrant d'un mot d'ordre de „lutte contre la bourgeoisie ukrainienne”, ces êtres qui demeurèrent si tranquilles alors qu'en Ukraine sévissait le régime réactionnaire russo-allemand, se lancèrent sur l'Ukraine comme une meute de chiens affamés, pillant les villes et tuant les meilleurs représentants du peuple Ukrainien (A Kharkov fut tué le Professeur Soumtsov, l'historien et observateur renommé des moeurs populaires Alexandre Efimenko, et beaucoup d'autres). A ce moment là, le Directoire ne pouvait opposer aux bolcheviks de grandes forces militaires, car primo : elles ne commençaient qu'à s'organiser, et secundo : une partie importante était retenue au Sud, se tenant en bouchoir contre

Kherson, Nicolaiév et Odessa, sous le commandement du général Grigoriev, ainsi qu'en Galicie orientale, contre les Polonais. Les bandes bolchevistes occupèrent Kharkov, Poltava, Tchernigov et, le 5 février, elles entraient à Kiev. Le Directoire, avec les ministères, fut obligé de se transporter à Vinnitsa, où, en février et mars, se concentrèrent tous les fils de cette lutte étonnante et peu compréhensible pour le spectateur non-initié, que l'Ukraine dut mener sur trois fronts.

Déjà pendant la domination des Allemands et de l'hetman en Ukraine, — pays plus calme, mieux à l'abri des bolcheviks, — affluèrent de tous côtés des représentants de l'ancienne Russie : ex-ministres, hommes d'Etat, ou simplement riches propriétaires fonciers et fabricants, avec l'espoir d'une restauration de l'absolutisme. Ils y nouèrent leurs intrigues, s'entendirent avec les Allemands et l'hetman pour rétablir la Russie tsariste, organisèrent des armées de volontaires (celles d'Astrakhan, du Sud, du Nord), lesquelles cependant ne quittèrent pas Kiev, ne prirent point part à la lutte contre les bolcheviks, mais en revanche menaient des intrigues contre le peuple Ukrainien et, se nourrissant de son pain, le vendaient à tous. Au moment de la lutte du Directoire contre l'hetman, une grande partie de ces messieurs s'étaient enfuis d'avance à Odessa et en Roumanie. Là, ils entrèrent, les premiers, en rapports avec les Représentants de la France, engagèrent un certain Mr. Eniaud, se disant Consul de France à Kiev, et, se couvrant de son nom, commencèrent à dicter leurs conditions au Directoire, dont le vif et sincère désir était de se dégager au plus tôt des entraves de la politique allemande et d'entamer d'étroites relations directes avec l'Entente. Le Gouvernement Ukrainien proposa tout à l'Entente : lutte implacable contre les bolcheviks, ravitaillement pour ses troupes et pour les pays qui en avaient besoin ; les Ukrainiens ne tendaient qu'à une chose : la reconnaissance de l'indépendance de la République Démocratique Ukrainienne, ou plutôt la confirmation de sa reconnaissance déjà accordée une fois en 1918, comme nous l'avons vu plus haut. Les pourparlers commencèrent d'abord à Bucarest et furent transférés ensuite à Odessa. — Lors du renversement du pouvoir de l'hetman Skoropadsky, en décembre 1918, des troupes françaises étaient arrivées à Odessa, où elles trouvèrent des volontaires russes déjà partis de Kiev, une partie des volontaires du général Denikine et les légionnaires polonais arrivés du Caucase. Les Chefs de ces forces militaires,

ainsi que les monarchistes russes et les fonctionnaires de l'hetman qui avaient fui Kiev, de même que les grands terriens, le „Consul“ Eniaud en tête, représentèrent aux Français les Ukrainiens comme des „bolcheviks“, insurgés contre leur gouvernement „légal“, celui de l'hetman !

Au commencement de janvier, les troupes ukrainiennes, sous le commandement du général Grekov, entrèrent à Odessa et établirent un certain contact avec les Français, mais pas pour longtemps : les démêlés qui commencèrent avec les volontaires, du côté desquels se mirent les Français, forcèrent le commandement militaire Ukrainien, afin d'éviter un conflit avec les Français, d'évacuer Odessa. Les troupes ukrainiennes se tinrent à quelques verstes d'Odessa et de là reprirent les pourparlers, qui cependant ne donnèrent pas les résultats désirables, bien que le fameux Mr. Eniaud, définitivement compromis, ait dû quitter son pseudo-poste. Les Autorités militaires françaises qui succédèrent à Mr. Eniaud exigèrent du Directoire la démission de son Président, Mr. Vinnitchenko, et de l'Ataman en chef de toutes les troupes ukrainiennes Petliura, la mise en liberté des ministres de Skoropadsky, arrêtés pour spéculation avec les Allemands portant sur les matières d'approvisionnement, le protectorat de la France sur toute l'Ukraine, etc. (annexe 4. „La France et l'Ukraine“). Ces exigences de la part des Représentants de la France provoquèrent une dissidence, très regrettable pour ses conséquences, parmi les mandataires du peuple ukrainien : les plus à gauche d'entre eux prirent une position intransigeante, accusant les Français de protéger les monarchistes, prosélytes de Skoropadsky. Vinnitchenko sortit du Directoire, les social-révolutionnaires de gauche et les social-démocrates indépendants commencèrent des pourparlers avec les bolcheviks (un certain temps même, ils entrèrent dans le gouvernement soviétiste de Rakovsky, mais bientôt ils abandonnèrent Rakovsky) et le général Grigoriev, avec tout son détachement, passa du côté des bolcheviks, prit Kherson, Nicolaiév et investit Odessa du côté terre. Mais le plus grave était que pareille politique des Français agissait de la façon la plus négative sur les masses du peuple, sur les paysans ukrainiens, S'étant libérés par leurs propres moyens du pouvoir des allemands et de l'hetman Skoropadsky, les paysans avaient adhéré au Directoire avec la foi qu'il serait reconnu par l'Entente et que, par un travail consécutif tranquille, il leur donnerait la loi agraire qu'ils attendaient avec tant d'impatience. Mais

voyant que les Français ne reconnaissent pas le Directoire et soutenaient au contraire les ennemis jurés des paysans ; les fervents de l'hetman, les monarchistes russes et les grands terriens, ils perdirent leur psychologie réfractaire au bolchevisme ; les formations militaires, composées de paysans, ne marchèrent plus volontiers contre les bolcheviks, allèrent vers le général Grigoriev ou rentrèrent dans leurs foyers.

C'est dans ces circonstances défavorables pour le Gouvernement ukrainien que commença l'offensive des bolcheviks en Ukraine, dont ils occupèrent en peu de temps les deux tiers. Les Français, coupés de la voie de terre à Odessa, ne purent tenir longtemps. A leurs soins restait une ville de 800 mille habitants, qu'il n'y avait pas moyen de sustenter du côté de la mer ; et ils évacuèrent Odessa au commencement d'avril. Le général Grigoriev entra dans cette ville à la tête de ses troupes et des fractions bolchevistes, qui ensuite se dirigèrent vers la Bessarabie, derrière les fractions françaises, grecques et roumaines en retraite.

Après cela, il semblait que la cause des Ukrainiens fut définitivement perdue. Or, il arriva ce que les leaders nationaux ukrainiens espéraient : Les paysans ukrainiens pouvaient tolérer le pouvoir des bolcheviks seulement dans les villes, mais pas chez eux, dans les villages. Dès que dans les villages apparurent des expéditions bolchevistes convoitant le blé et les autres produits qui constituent à présent toute la richesse des paysans (et non l'argent qu'ils ont en abondance), ils se révoltèrent contre les bolcheviks et prirent de nouveau les armes, comme au moment de la lutte contre les Allemands et l'hetman Skoropadsky. La révolte commença dans la province de Kiev et graduellement, pendant les mois de mars et d'avril, s'étendit à toute l'Ukraine. Les chefs des partisans paysans qui avaient combattu contre l'hetman et qui furent chassés par les Allemands au delà de la ligne de démarcation, chez les bolcheviks, Chinkar et Zeleny, revenus en Ukraine en même temps que les bolcheviks, se soulevèrent les premiers contre les bolcheviks, occupèrent Tchernigov, Homel, Niéjine et se portèrent vers Kiev.

Mettant à profit cette modification de l'état d'âme du peuple, Petliura, — qui était devenu à ce moment Président du Directoire — entreprit vers la fin de mars une offensive contre les bolcheviks. De Vinnitsa, il s'avança contre les bolcheviks en trois colonnes : l'aile gauche de ses troupes était formée par les détachements qui se trouvaient dans la province de Volhynie et près de Mosyr et

Homel (à un moment, ces détachements furent complètement isolés de l'Ukraine); le centre des troupes de Petliura, sous son commandement, s'avança suivant la ligne Proskourov, Smérinka, Kazatine, Kiev. L'aile droite, sous la direction du général Konovalets, marcha vers le Sud-ouest, vers Birsula. Ensuite, le siège du Directoire et du Gouvernement de la République Démocratique Ukrainienne fut transféré de Vinnitsa à Rovno, sur la ligne Kovel-Rovno-Kiev. Le mouvement du général Petliura eut un important succès; les villes de Jitomir, Berditchev, Ouman et autres furent reprises. La ligne du front s'approcha de Kiev. Le général Zeleny entra même dans les faubourgs de Kiev. Les forces principales de bolcheviks étaient à ce moment concentrées au Sud sur la ligne Odessa, Tiraspol et plus loin sur le Dniester, se dirigeant par le nord de la Bessarabie et la Bucovine vers la Hongrie, au secours de Bela-Kun. L'offensive de Petliura, en corrélation avec l'action des troupes des Ukraino-galiciens en Galicie orientale, paralysa l'aide des bolcheviks, qui ne purent pénétrer en Hongrie. La division de prisonniers magyars, qui marchait devant les troupes soviétistes, fut défaite et désarmée par les Ukrainiens près de Podvolodchisk, avant que les forces principales des bolcheviks aient pu arriver à son secours. Sur le Dniester, les Roumains ne laissèrent pas entrer les bolcheviks en Bessarabie, et au Nord, — les Ukrainiens. De cette manière, l'aide de Lénine à Bela-kun se borna seulement à un envoi de télégrammes, et les troupes bolchevikses se trouvent devant le front ukrainien sur le Dniester et le Zbrouth, jusqu'à Podvolodchisk.

Enfin arriva la nouvelle, attendue depuis longtemps, que le général Grigoriev, se détachant des bolcheviks, les a chassés d'Odessa et, avec toutes ses troupes, se porte, en combattant, au secours de Petliura vers Kiev. De la sorte, les forces bolchevistes, envoyées comme aide en Hongrie, se trouvèrent coupées de la Russie et entourées de toutes parts. D'après les dernières nouvelles, qui se rapportent au 20 mai, les troupes du général Grigoriev se sont jointes aux troupes du général Zeleny et se battent contre les bolcheviks aux portes mêmes de Kiev.

Telle était la situation politique et militaire en Ukraine pendant la première moitié de mai. Comme on le voit de ce qui précède, toutes les erreurs commises par les Français en Ukraine et qui donnèrent aux bolcheviks la possibilité d'occuper aisément l'Ukraine, ont été réparées par la force des choses et par le sentiment de

haine des paysans ukrainiens envers les expérimentations communistes du bolchevisme, et la situation en Ukraine s'est de nouveau améliorée.

Cependant, un nouveau danger s'est avancé vers l'Ukraine, du côté où l'on ne s'y attendait pas. Comme dit précédemment, après la chute de la monarchie Austro-hongroise, en octobre 1918, les Ukrainiens de la Galicie orientale, à titre de nationalité y dominante (la Galicie orientale compte 70 pCt. d'Ukrainiens) réunirent une Assemblée Nationale qui constitua son Gouvernement — le Secrétariat — et prit l'administration de toute la Galicie orientale jusqu'au San, ayant pour ville principale Léopol, et de la Bucovine septentrionale, avec la ville principale de Tchernovits. Or, les Polonais, qui ne forment pourtant que 16 pCt. de la population en Galicie orientale, mais qui, sous le régime autrichien, administraient toute la Galicie, firent une convention secrète avec les Roumains et entreprirent une offensive contre Léopol, tandis que les Roumains, de leur côté, occupèrent toute la Bucovine. A plusieurs reprises, pendant la période de décembre 1918 à mai 1919, des pourparlers de paix furent entamés entre les Ukrainiens et les Polonais, avec participation des Représentants de la France; mais ces pourparlers ne donnèrent pas de résultats, principalement parce que les Polonais ne consentaient pas aux frontières ethnographiques en Galicie (approximativement le San) et exigeaient pour eux d'abord la ville de Léopol, ensuite les régions pétrolifères de Drohobitz et Borislav, et enfin, toute la Galicie orientale afin d'avoir une frontière commune avec la Roumanie et une sortie à la Mer Noire (La vieille devise des maximalistes-nationaux polonais est : „La Pologne, de la mer jusqu'à la mer"). Les Français soutinrent toujours les Polonais, ce qui leur donna encore plus d'audace. Au dernier moment, quand les Missions envoyées par la France et principalement par l'Amérique, sur l'ordre du Président Wilson, se convainquirent sur place de l'impossibilité de poursuivre les pourparlers, ceux-ci furent repris à Paris. Les Ukrainiens et les Polonais envoyèrent à Paris des délégations spéciales, et les Représentants de l'Entente exigèrent la suspension des opérations militaires en Galicie. Les Ukrainiens y consentirent, quoiqu'ils sussent, par amère expérience, qu'il ne fallait pas, sous ce rapport, se fier aux Polonais, attendu que plus d'une fois ceux-ci avaient profité de l'armistice pour renforcer leurs positions en Galicie. La Commission, présidée par le Général Botha, proposa un compromis :

la ligne de démarcation serait tracée de façon que Léopol reste aux Polonais et les industries pétrolifères de Drohobitz et Borislav, aux Ukrainiens, mais à condition que cette frontière ne serve pas de précédent lors de l'établissement des frontières définitives entre l'Ukraine et la Pologne. La Délégation Ukrainienne consentit, sous la condition susdite, à accepter la proposition du Général Botha; les Polonais, eux ne donnèrent point de réponse. Le Président du Gouvernement polonais, Paderevsky, partit pour Varsovie après avoir donné, comme on le sut ensuite, la promesse à Wilson et Lloyd George de ne pas faire d'offensive en Galicie. A ce moment, la position des Polonais en Galicie s'était modifiée en mieux: toutes les troupes du Général Haller, équipées et approvisionnées par les moyens de l'Entente, surtout de l'Amérique, pour combattre les bolcheviks, furent transportées par les Polonais sur le front de Galicie. A la Diète de Varsovie, comme on l'a vu par les journaux, Paderevsky exposa l'état de la question polono-ukrainienne en Galicie orientale et reconnut lui-même avoir donné sa parole à l'Angleterre et à l'Amérique de ne pas utiliser les troupes du gén. Haller contre les Ukrainiens et de ne pas déclencher d'offensive en Galicie. La Diète polonaise, dirigée par des impérialistes polonais et des ex-députés du Reichstag allemand, exigea une offensive immédiate en Galicie et en Volhynie. Paderevsky, ayant fait concession aux exigences de l'Entente, donna sa démission, qui ne fut pas acceptée. Alors, il se soumit à la Diète et donna l'ordre d'offensive; pour sa justification, il envoya à Paris une communication expliquant les raisons qui incitèrent les Polonais à l'offensive. Cette explication, fautive d'un bout à l'autre, est très caractéristique pour le Gouvernement polonais actuel et pour les milieux de la société polonaise sur lesquels ce Gouvernement s'appuie. Déjà précédemment, la presse polonaise avait parlé mi-officieusement d'un soulèvement bolcheviste en Galicie et aux industries pétrolifères de Drohobitz. Or, cette communication fut démentie tant par le Gouvernement Galico-ukrainien que par les témoins, la Mission Américaine, que se trouvait à ce moment en Galicie. Cette fois ci, on lança une fable sur „le désir des Ukrainiens de transmettre la région pétrolifère aux Allemands” et sur le prétendu laisser-passer, par les Ukrainiens, des troupes bolchevistes en Galicie et en Hongrie. Pour justifier l'offensive contre l'Ukraine, en Volhynie, on racontait („Gazete Polska”) que Petliura s'était mis du côté des bolcheviks, etc. Toutes ces „nouvelles” étaient

mensongères et avaient pour seul but de masquer la vérité et de justifier les menées impérialistes des Polonais. On parla aussi d'une offensive des Ukrainiens contre les Polonais en Galicie (Communiqué officiel du Quartier Général Polonais du 19/V). Toutefois, la mise en regard des faits montre sans peine la fausseté de cette dernière communication comme des précédentes: Les Ukrainiens, en Galicie, n'ont pas pris l'offensive contre les Polonais, car à ce moment (aux dires des Polonais, l'offensive des Ukrainiens aurait commencé le 14 V), les Ukrainiens, à Paris, acceptaient les conditions de Botha. Les Ukrainiens non seulement ne laissèrent point passer des troupes bolchevistes en Galicie, mais même battirent et désarmèrent près de Podvolodchisk toute une division de magyars. Petliura, loin de se mettre du côté des bolcheviks, poursuit contre eux une lutte des plus acharnées, et à l'époque dont parle la „Gazeta Polska”, une Mission Française ayant à sa tête le Capitaine Curzon arrivait à Rovno et les troupes ukrainiennes se trouvaient sous Kiev.

Ainsi donc les Polonais, ayant rassemblé en Galicie et en Volhynie les troupes de première classe du général Haller et de Poznanie, équipées et approvisionnées par l'Entente pour la lutte contre les bolcheviks, commencèrent l'offensive en Galicie orientale, avec l'unique but de la conquérir et afin de placer l'Entente, lors de la décision sur la question de l'Ukraine, devant un fait accompli. Le but de l'offensive des Polonais contre la Volhynie, où ils ont pris Lutsk et avancent vers Rovno, apparaîtra clair si l'on dit qu'en Volhynie les Polonais représentent en tout 6 0/10 de la population, mais possèdent en revanche 50 0/10 des grandes propriétés foncières.

Quelles qu'en soient d'ailleurs les raisons, le fait de l'offensive des Polonais à l'arrière des troupes ukrainiennes qui combattent les bolcheviks, peut avoir les conséquences les plus graves tant pour les Ukrainiens que pour les Polonais et pour toute l'Europe. Les Ukrainiens n'ont pas assez de forces pour lutter en même temps sur deux fronts: Abandonnés à eux-mêmes, sans aucune aide du dehors, sans réserves d'armement et d'équipement, littéralement gueux et va nu-pieds (en Galicie), ils ont encore tenu contre les vives attaques des bolcheviks. Maintenant, un nouvel ennemi, non moins cruel et en tout cas plus fort, les attaque à l'arrière. Il faudra soit diviser les forces et être vaincus sur les deux fronts, soit diriger toutes les forces sur l'un des fronts. Mais sur lequel?



Connaissant la psychologie du paysan ukrainien, il y a lieu de dire que si on lui laisse le choix : commune bolcheviste, dont il a éprouvé les charmes, ou domination des grands terriens Polonais avec leur intolérance nationale et religieuse, le paysan ukrainien préférera peut-être les bolcheviks, d'autant plus que du côté de ceux-ci continuent les promesses de tous les bienfaits possibles du régime bolcheviste. En ce qui concerne la Galicie orientale, le Président du Conseil National, Dr Pétrouchevitch, aussitôt que les troupes de Haller apparurent en Galicie, déclara officiellement à la Conférence de la Paix à Paris, qu'en cas d'offensive des Polonais, il serait forcé de retirer ses troupes du front bolcheviste, afin de lutter contre les Polonais pour le sol natal.

Donc, en ce moment, le fait que les Polonais s'interposent dans la lutte des Ukrainiens contre les bolcheviks, menace de dégarnir le front bolcheviste et de voir pénétrer l'armée bolcheviste d'abord en Galicie, puis en Hongrie. A cause de l'insatiable tendance des Polonais à accaparer plus de territoire, la situation qui était devenue favorable au Sud-Est de l'Europe, peut de nouveau tourner à l'avantage des bolcheviks. C'est, pour l'instant, l'unique résultat du mouvement des troupes polonaises du général Haller.

On ne peut pas non plus ne point prêter attention à l'autre face de l'offensive polonaise. Il est pénible d'accuser qui que ce soit de haine envers son prochain ; néanmoins, au nom de l'équité, il convient de dire que l'offensive des troupes polonaises s'accompagne de terribles cruautés à l'égard de la population locale. Jusqu'à présent, les faits de pogroms juifs dans les villes occupées par les Polonais ont été établis avec une entière certitude. Actuellement, on a reçu des renseignements authentiques sur les cruautés des troupes polonaises, sur l'envoi d'expéditions pénales en Galicie, au pays de Cholm et en Volhynie. Les Polonais ont exhumé les vieilles méthodes moyennâgeuses de faire la guerre, pratiquées par leurs ancêtres en Ukraine, au temps de Bogdan Chmelnitsky. Les intellectuels Ukrainiens et les paysans conscients sont fusillés ou faits prisonniers ; les églises sont fermées, le clergé est chassé ; les différents établissements de culture morale et d'instruction sont saccagés et détruits. Ces agissements provoquent une haine superflue dans le peuple, une soif de vengeance et, comme résultat, les souffrances de centaines de mille d'habitants pacifiques. Des informations annoncent déjà que toute la Galicie orientale, y compris les femmes et les enfants, s'est levée pour la défense de son sol.

Il en sera vraisemblablement bientôt de même en Volhynie. Et de nouveau coulera le sang du peuple qui le verse depuis 6 ans sur tous les fronts, d'abord pour les intérêts d'autrui et maintenant pour son toit paternel et son champ. Quand donc viendra enfin la paix et la trêve des horreurs sanglantes de la guerre ?

En d'autres circonstances et une autre orientation de la politique européenne générale, l'Ukraine serait en ce moment le pays qui nourrirait toute l'Europe. Malgré la longue guerre dans laquelle le peuple Ukrainien a versé beaucoup de sang au nom des intérêts communs de l'humanité, malgré l'invasion des bolcheviks en 1918, malgré les Allemands qui firent les maîtres avec Skoropadsky, l'Ukraine possédait encore des réserves considérables de blé, de sucre, de bétail et autres produits alimentaires. Aux mines de Krivorog il y avait une réserve de deux années de production de minerai de fer. Dans les ports de Kherson, d'Odessa et de Nicolaiév se trouvaient plus de 100.000 pouds de laine triée. Les Allemands avaient rassemblé dans toute l'Ukraine d'énormes quantités de produits dans le but de les transporter en Allemagne. Mais il n'y réussirent pas et toutes les réserves étaient restées en Ukraine (Les paysans méprisait tellement les Allemands qu'ils ne laissèrent même pas sortir d'Ukraine un seul échelon allemand avec les armes). — Le Directoire avait mis toutes ces réserves à la disposition des Alliés. Et l'Ukraine ne demandait qu'une chose : la reconnaissance de son indépendance. Mais par suite de l'entière ignorance des conditions locales réelles et sous l'influence des ennemis actuels du peuple ukrainien et de son indépendance politique : les monarchistes russes et les Polonais, — la politique de l'Entente fut dirigée dans un autre sens et, comme résultat, les réserves alimentaires et autres tombèrent aux mains des bolcheviks qui, sans elles, auraient péri depuis longtemps par la faim. Et au lieu de la paix, en Ukraine commença une nouvelle guerre, plus atroce, car de nouveaux éléments y sont introduits ; intolérance religieuse, menace d'asservissement national et haine entre les humains.

La confrontation de tous les faits précités avec l'état des choses sur les autres fronts de l'ancien Empire russe : celui de Sibérie, du Don méridional, d'Arkhangel, de Finlande et d'Esthonie, — ainsi qu'avec les dernières informations télégraphiques, conduit aux déductions suivantes : La situation des bolcheviks sur tous les autres fronts leur est si peu favorable que leur seul moyen de

salut est, apparemment, l'évacuation de la Russie centrale : Pétrograd, Moscou, — et la concentration de tout leurs effectifs en Ukraine, dans la direction de l'ouest, vers la Roumanie, la Galicie et la Hongrie. Ce mouvement, paraît-il, a déjà commencé; en tout cas, on le dit de différentes sources, et si l'on en croit les informations polonaises, le Gouvernement des Soviets se transporte déjà à Kharkov. Mais l'espoir des bolcheviks de tenir longtemps en Ukraine est vain. Ce n'est pas gratuitement que les bolcheviks ont proclamé l'état de siège dans les provinces de Tchernigov, de Poltava, de Kharkov et d'Ékatérinoslav, ainsi que dans le Don et en Crimée: la révolte générale des paysans Ukrainiens fait son oeuvre. Les bolcheviks verront bientôt que les paysans Ukrainiens ne sont pas les „moujiks" russes, obscurs et soumis. Ils sont déjà habitués à se défendre, l'arme à la main, contre les attentats des différents „autocrates", — qu'ils soient allemands, hetman ou communistes. Les troupes du général Grigoriev ont séparé les détachements bolchevistes en deux parties, dont l'une est entourée près du Dniester. A présent il reste à faire, peut-être, une forte attaque générale pour en finir avec toutes les forces bolchevistes en Ukraine. Et elles périront en Ukraine comme dans toute la Russie. Mais pour cela il faut, tandis qu'il n'est pas trop tard, enjoindre aux Polonais de transférer leurs troupes du front Ukrainien sur le front bolcheviste, c. — à. — d. les retirer de la Galicie orientale et de la Volhynie et les emmener vers Vilna et Minsk. Et alors, par une offensive générale sur tous les fronts, on pourra d'un coup liquider le bolchevisme, — danger commun à toute l'Europe.

Les Dirigeants de l'Angleterre et de l'Amérique ont déjà fait au Gouvernement Polonais d'énergiques représentations pour le retrait des troupes polonaises; mais reste à savoir si „les enfants chéris" de l'Entente les écouteront.

Le 1<sup>er</sup> Juin 1919.



## NOTES HISTORIQUES SUR L'UKRAINE

---

L'histoire de l'Ukraine remonte au temps où les Slaves ont commencé à se diviser en tribus et en Principautés (avant le X<sup>e</sup> siècle). Les Moscovites et les Polonais ainsi que la Russie, la Pologne, Moscou et Varsovie n'existaient pas encore; tandis que la ville et l'Etat de Kiev (Ukraine) du Prince Volodymyr le Saint, étaient déjà en pleine floraison. Ce dernier avait fait donner le baptême aux Ukrainiens en 986. La Principauté de Kiev avait deux noms: un littéraire — „*Rouss*”, et l'autre populaire — „*Ukraine*”. Au XIII<sup>e</sup> siècle, la ville de Kiev fut dévastée par les Tatares (1240).

Cent ans après la chute des Tatares, les royaumes de Galicie et de Lodomérie (Volhynie contemporaine) furent rétablis et ensuite le Grand-Duché de Ruthénie sous la dynastie Lithuanienne (XV<sup>e</sup> siècle).

L'Ukraine devient en 1654 une République sous la suzeraineté du tsar de Moscou par un traité avec celui-ci.

Elle constitue un Etat indépendant sous le gouvernement d'un chef librement élu. L'Ukraine possède alors sa propre administration et son armée, et combat, dès lors, contre toute atteinte portée à sa liberté. Elle perd finalement son indépendance et est réduite par la Russie à l'état de province, privée de son autonomie politique et religieuse et violemment russifiée.

Enfin, vers 1863—1876, l'emploi de sa langue maternelle lui est interdit.

Au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, les Ukrainiens prennent une part active aux conspirations politiques et révolutionnaires (révoltes de décembristes, société secrète de Cyrille et Méthode, attentat contre Alexandre II, activité du parti révolutionnaire Ukrainien, ayant pour programme l'Ukraine indépendante — Révoltes des paysans — Révolte de la flotte de la mer Noire, etc.).

La révolution de 1905 a apporté aux Ukrainiens la levée momentanée de l'interdiction de la langue Ukrainienne et permis l'élection de 72 députés d'abord, puis de 40 à la Douma — représentation qui lui a été entièrement ravie par la loi de 1907.

Ce n'est que dans l'ancien royaume de Galicie et Lodomérie, passé à l'Autriche au partage de la Pologne en 1772, c'est-à-dire dans la Galicie Orientale, et dans la province Autrichienne de la Bukovine, que les Ukranienis ont obtenu une importante représentation dans le Corps Législatif; ils possédaient ici un système scolaire très développé et des organisations scientifiques.

Par la révolution de 1917, l'Ukraine a été libérée du joug Russe. En avril 1917 il s'est formé un parlement populaire, nommé la Rada Centrale. Ce parlement fut composé de 813 membres. Un peu plus tard la République fut proclamée; puis le 22 janvier 1918 l'indépendance de l'Ukraine. Luttés difficiles contre les Bolchevistes — Prise de Kiev par ces derniers le 9 février 1918 — La paix de Brest-Lytovsk a été conclue par l'Ukraine abandonnée par les Alliés. Général russe Skoropadski et Réaction. Proclamation de la Galicie sous le nom de „République Ukrainienne occidentale”.

Révolte contre l'Hetman Skoropadski. — Prise de Kiev par Petliura — Directoire de la République (Vinnitchenko, Petliura, Chvetz, Andrievsky, Makarenko).

Le 9 janvier 1919, union de tous les Ukrainiens de l'Ancienne Russie et de l'Ancienne Autriche, dans un Etat: La République démocratique Ukrainienne — Le Congrès du Peuple pour appuyer le Directoire, — La guerre contre les bolchevistes.

**Les aspirations politiques des Ukrainiens consistent dans les revendications d'une „Ukraine Démocratique Indépendante et Souveraine” sous le gouvernement de laquelle tous les territoires Ukrainiens seront réunis.**

---

# PROCLAMATION DE L'INDEPENDANCE DE L'UKRAINE

---

## QUATRIEME UNIVERSAL

---

*Peuple Ukrainien !*

Par ta force, par ta volonté, par ta parole, une libre République Démocratique vient de se créer sur la terre Ukrainienne. L'ancien rêve de tes aïeux, qui ont lutté pour la liberté et pour les droits des travailleurs s'est réalisé.

Mais la liberté de l'Ukraine renaît à une heure terrible. Quatre années d'une guerre cruelle ont affaibli notre pays et notre peuple. Les fabriques ne travaillent plus, les usines sont arrêtées, les voies ferrées sont détériorées. Les valeurs tombent. Les récoltes de blé diminuent, la famine approche. Des bandes de pillards et d'assassins surgissent et se répandent dans le pays, depuis surtout que l'armée russe se retire du front, propageant dans nos riantes compagnes le meurtre, l'effroi et la désorganisation.

C'est pour cette raison que les élections à l'Assemblée Constituante Ukrainienne n'ont pu avoir lieu à l'époque fixée par notre précédent Universal, et cette Assemblée, qui devrait se réunir aujourd'hui, ne peut avoir lieu ni recevoir de nos mains les pleins pouvoirs provisoires nécessaires pour remettre l'ordre dans notre République démocratique et organiser un nouveau gouvernement.

Cependant le gouvernement des Commissaires Nationaux de Pétrograde, pour soumettre à sa volonté la libre République Ukrainienne, lui a déclaré la guerre et envoie sur nos terres ses forces — la garde rouge, les bolcheviks qui pillent tout le blé de nos paysans sans en excepter celui prélevé pour les ensemencements et l'emportent en Russie sans le payer, qui tuent les gens inoffensifs et sèment partout l'anarchie, le carnage et le désordre.

Nous, Rada Centrale Ukrainienne, nous prenons toute mesure pour empêcher cette guerre entre deux peuples frères, mais le gouvernement de Pétrograde ne nous imite pas et continue une lutte sanglante contre notre peuple et notre République.

D'autre part, les commissaires nationaux de ce même gouvernement de Pétrograde commencent à faire traîner en longueur la conclusion de la paix, et appellent les peuples à une guerre nouvelle donnant au surplus à celle-ci le nom de "Guerre sacrée". Le sang va donc encore couler, les malheureux travailleurs seront donc encore obligés de faire le sacrifice de ce qu'ils ont de plus cher, de leur vie.

Nous, Rada Centrale Ukrainienne, élue par le Congrès des Paysans, des Ouvriers et des Soldats de l'Ukraine, nous ne pouvons y consentir d'aucune façon et nous ne soutiendrons plus aucune guerre. Le peuple ukrainien désire la paix ; la paix démocratique doit venir le plus tôt possible.

Mais, pour que ni le gouvernement russe, ni tout autre gouvernement ne mettent point d'obstacle à ce que l'Ukraine obtienne cette paix, tant désirée, et nécessaire pour le retour à l'ordre, à un travail productif, et à l'affermissement de notre révolution et de notre liberté nous, Rada Centrale ukrainienne annonçons à tous les citoyens de l'Ukraine :

**Dorénavant la République Démocratique Ukrainienne devient un Etat indépendant libre et souverain et ne relevant d'aucun autre.**

Nous voulons vivre amicalement et dans une entente cordiale avec tous les états voisins, la Russie la Pologne, l'Autriche, la Roumanie, la Turquie et les autres, mais aucun d'eux ne peut intervenir dans la vie de la République ukrainienne indépendante.

Le pouvoir n'y appartiendra qu'au peuple ukrainien, au nom duquel, tant que l'Assemblée Constituante Ukrainienne, représentant le peuple des Paysans, des ouvriers et des soldats et organe exécutif s'appellent désormais — Rada des Ministres Nationaux, nous gouvernerons.

Tout d'abord, nous ordonnons au gouvernement de notre République, à la Rada des Ministres Nationaux, de reprendre en pleine indépendance, dès aujourd'hui avec les Puissances Centrales les négociations de paix déjà commencées, de les mener à une bonne fin sans tenir compte des obstacles suscités par certaines autres parties de l'ancien empire russe et d'établir enfin un accord afin que notre pays puisse commencer sa vie économique dans la paix et la tranquillité.

Quant aux soi-disants bolcheviks et autres malfaiteurs qui pillent et ruinent notre pays, nous ordonnons au Gouvernement de la



République démocratique Ukrainienne de les combattre fermement et résolument et nous appelons tous les citoyens de notre République à la défense de notre République, à la défense du bien-être et de la liberté de notre peuple au péril de leur propre vie. La République démocratique Ukrainienne doit être libérée des violateurs, envoyés par Pétrograd, qui foulent sous leurs pieds les droits du Peuple Ukrainien.

La guerre pénible au-delà de toute mesure, commencée par les gouvernements bourgeois, a fait profondément souffrir notre peuple elle a dévasté notre pays et détruit son bien-être. A tout cela, fin doit être mise.

Au moment de la démobilisation de l'armée, nous ordonnons de donner congé aux militaires et après la ratification du traité de paix, de licencier complètement l'armée actuelle et de former une milice nationale pour la défense du peuple travailleur et non des désirs des classes dites dirigeantes.

Les endroits ruinés par la guerre et la démobilisation doivent être restaurés avec l'aide et le concours du Trésor de l'Etat.

Quand nos soldats seront rentrés dans leurs foyers, les Radas Nationales, les doumas communales, cantonales et municipales devront être réélues dans un délai à fixer, afin qu'ils puissent y prendre part. Cependant, pour organiser un pouvoir local digne de confiance et soutenu par toutes les classes démocratiques révolutionnaires du pays, le gouvernement doit faire appel à la collaboration des radas des députés, des ouvriers, des paysans et des soldats élus entre les aborigènes.

Quant aux questions agraires, la Commission élue dans la dernière session de la Rada Centrale a déjà élaboré la loi de transfert de la terre au peuple travailleur sans rachat, mettant en principe l'annulation du droit de propriété de la socialisation de la terre, conformément à notre décret de la 3ème session.

Cette loi sera revue prochainement au cours de la session plénière de la Rada Centrale et la Rada des Ministres fera tout son possible pour que les travailleurs reçoivent la terre par les soins des comités agricoles avant l'époque des semailles du printemps.

Les eaux, les terres et les richesses minérales seront mises à la disposition du gouvernement de la République Ukrainienne Nationale comme bien de tout le peuple travailleur Ukrainien.

La guerre avait également absorbé toutes les forces productives et ouvrières de notre pays.

Le plupart des usines, des fabriques et des ateliers ne travaillent que pour la guerre et le peuple est resté sans objets manufacturés ; la guerre est désormais finie.

C'est pourquoi nous prescrivons à la Rada des Ministres Nationaux de remettre les usines et les fabriques en leur état normal du temps de paix et de commencer la fabrication des produits indispensables aux masses ouvrières.

Cette même guerre a livré au chômage des centaines d'ouvriers et fait beaucoup d'invalides. Dans la République Indépendante démocratique Ukrainienne, pas un travailleur ne doit souffrir. Le Gouvernement de la République se tient pour obligé de relever l'industrie de l'Etat, de commencer un travail de construction dans toutes les directions enfin que tous les chomeurs puissent trouver un emploi de leurs forces, et de prendre toutes les mesures pour que les invalides de la guerre aient leur avenir garanti.

Sous l'ancien régime, les commerçants et leurs intermédiaires s'étaient emparés de l'industrie et s'enrichissaient aux dépens des classes pauvres qu'ils exploitaient.

Dès aujourd'hui, la République Démocratique Ukrainienne prendra en mains les entreprises les plus importantes et emploiera tous leurs revenus pour le plus grand bien du peuple. Notre gouvernement contrôlera lui-même l'importation et l'exportation des marchandises afin d'éviter la cherté de la vie qui, par la faute des spéculateurs cause des souffrances aux classes les plus pauvres.

Nous prescrivons en outre au Gouvernement de la République d'élaborer et de présenter à notre sanction les lois sur les monopoles du fer, du charbon, des cuirs, du tabac et d'autres produits qui donnaient le plus de profit aux classes inactives au détriment des classes ouvrières.

Nous prescrivons de même de soumettre au contrôle de l'Etat et du peuple toutes les banques qui ouvrant des crédits aux masses oisives leur facilitaient l'exploitation des classes ouvrières.

Désormais, le crédit des banques ne sera ouvert, par excellence que pour soutenir la population ouvrière et développer les forces productives de la République Démocratique de l'Ukraine, et non pour favoriser les spéculations de toutes sortes.

Par suite du désordre, de l'insécurité de la vie et du manque des vivres le mécontentement de certaines parties de la population a grandi. Ce mécontentement est exploité par des éléments suspects qui excitent les inconscients en faveur de l'ancien régime. Ces

éléments suspects et contre-révolutionnaires désirent remettre tous les peuples libres sous un seul joug impérial, le joug de la Russie.

La Rada des Ministres Nationaux doit combattre impitoyablement toutes les forces contre-révolutionnaires et livrer quiconque fera appel au peuple pour le rétablissement de l'ancien régime et l'insoumission à la République souveraine du peuple Ukrainien au châtiement dû au crime de haute trahison.

Toutes les libertés proclamées par le Troisième Universal, la Rada Centrale de l'Ukraine les confirme et de plus déclare que dans la République indépendante de l'Ukraine toutes les nations jouissent du droit de l'autonomie nationale personnelle reconnue par la loi du 9 Janvier.

Tout ce qui a été énuméré dans l'Universal, et ce que nous, Rada Centrale, n'aurons pas le temps d'accomplir, sera fait prochainement, corrigé et mis en ordre définitif par l'Assemblée Constituante de l'Ukraine.

Nous appelons tous nos citoyens à procéder aux élections avec le plus de zèle possible, afin que notre Assemblée Constituante — maîtresse souveraine de notre pays — puisse se réunir et sanctionner la liberté, le régime nouveau et la prospérité du peuple par la Constitution de notre République Démocratique ukrainienne dont le but sera d'obtenir le bien de tout le peuple travailleur dans le présent et : dans l'avenir.

Cet organe supérieur aura les pouvoirs de résoudre le problème du lien fédératif avec les autres républiques démocratiques de l'ancien empire russe.

Nous faisons appel à tous les citoyens de la République souveraine du peuple ukrainien pour veiller à la conservation de la liberté et des droits acquis par notre peuple et de défendre de toutes leurs forces leur sort contre tous les ennemis de la République souveraine du peuple des travailleurs et des paysans de l'Ukraine.

KIEV, le 9 Janvier 1918.



## A TOUS LES PEUPLES ET A LEURS GOUVERNEMENTS

---

Lorsque au cours de la guerre les peuples se rendirent maîtres des armes et que l'armée devint une armée populaire, l'ancien Gouvernement de la Russie, ne pouvant plus tenir, tomba sous les coups de la révolution. C'est alors que l'Ukraine secoua le joug séculaire de l'Empire Russe. Par les efforts créateurs de tout le peuple, un régime politique, démocratique et libre fut constitué, ayant à sa tête un Parlement Révolutionnaire, la Rada Centrale.

Mais les tendres rejetons d'une existence démocratique nouvelle furent foulés aux pieds par le déchaînement brutal de l'anarchie, qui venant de la Moscovie et du front dissout, envahit l'Ukraine et dans une large mesure facilita l'oeuvre des agents de l'impérialisme allemand, dont les efforts tendaient à briser l'alliance du jeune Etat avec leurs ennemis.

Les chefs de l'impérialisme allemand exploitèrent cette désorganisation et dispersèrent à coups de baïonnettes la Rada Centrale, ils subjuguèrent la démocratie de l'Ukraine pour donner le pouvoir à l'aristocratie russe ayant à sa tête le général russe SKOROPADSKY, qui se masquait hypocritement derrière l'idée de l'indépendance politique de l'Ukraine.

Et sur les peuples de l'Ukraine, le joug despotique de l'aristocratie russe s'abattit à nouveau.

Des expéditions répressives vouaient à la torture le paysan; l'ouvrier peinait dans les prisons et dans les camps allemands.

Cependant, l'impérialisme allemand succomba sous les coups des Puissances Alliées et sa force en Ukraine décrut.

Instantanément, comme un seul homme, le peuple Ukrainien se leva armé par tout le pays

Au cours d'un mois, du 15 Novembre jusqu' au 15 Décembre, la révolte envahit toute l'Ukraine et le pouvoir russe du Hetmen tomba. De par la volonté du peuple, l'Ukraine redevint une République Démocratique indépendante, gouvernée par le Directoire.

Saluant les Puissances internationales qui travaillèrent à libérer l'Ukraine du joug de l'impérialisme allemand, le Directoire, au

nom de la République Démocratique de l'Ukraine, envoie son salut fraternel à tous les peuples de l'univers et à leurs Gouvernements, espérant établir avec eux des relations amicales et de bonne entente.

Toutes les obligations internationales, tous les principes de droit international restent obligatoires pour l'Ukraine et l'héritage de l'ancienne Russie est recueilli par l'Ukraine dans la mesure de ses forces.

Au moment de sa libération, le peuple ukrainien, s'inspirant des hautes idées de la fraternité universelle des peuples, souhaitant la paix et le progrès de toutes les nations, désirant vivre en amitié et bonne entente avec tous ses voisins proches et lointains, se basant sur le principe de la libre détermination des peuples, proclamé par le Président de la République Américaine Wilson, adresse à tous les nobles et libres peuples et à leurs Gouvernements un salut cordial et fraternel les appelant à nouer des relations amicales d'entente et bon voisinage avec le peuple Ukrainien et la République Démocratique de l'Ukraine.

Le Directoire et le Gouvernement de la République Démocratique de l'Ukraine se flattent de l'espérance que cet appel trouvera un accueil sympathique auprès des Gouvernements de tous les peuples, que le salut du peuple Ukrainien sera reçu cordialement par tous les nobles peuples et que les relations amicales fraternelles et de bon voisinage seront établies entre tous les peuples et la République Démocratique de l'Ukraine, qui est prête à recevoir dès à présent les Représentants de tous les Gouvernements et d'envoyer à son tour les siens

Fait dans la capitale de la République Ukrainienne, ville de Kiev, 1918

Le DIRECTOIRE DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DE L'UKRAINE:

Le président du Directoire signé VINNITCHENKO, m.p.

Les Membres: signé: CHVETZ, PETLIURA,  
ANDRIEVSKYI, MAKARENKO m.p.

Le Président du Conseil des Ministres et Ministre des  
Affaires Etrangères: signé: TCHEKHOVSKY m.p.

## LA FRANCE ET L'UKRAINE

---

Au cours de la discussion sur les affaires extérieures à la Chambre française, M. Ernest Lafont d'abord, puis le président de la commission, M. Franklin-Bouillon ont mis en cause très sévèrement les agents de la France en Ukraine, notamment M. Eniaud, consul de France à Odessa, dont on a dit qu'il avait donné des interviews, „véritables défis au peuple ukrainien". Nous sommes en mesure de publier des extraits d'un mémoire officiel, de source ukrainienne, exposant les négociations qui ont eu lieu depuis l'armistice, entre le Directoire ukrainien de M. Petlioura et les représentants français, parlant au nom des Alliés.

Le mémoire expose tout d'abord les pourparlers de M. Eniaud, consul de France à Odessa — ou agissant comme tel sans en avoir les pouvoirs, car cet agent a été désavoué par le gouvernement — en vue de rallier l'hetman Skoropadski à la cause de la reconstitution de la Russie. Survient l'armistice.

Les télégrammes du 21 novembre (signés par M. de St.-Aulaire à Jassy), du 22 novembre (signé par M. Eniaud, consul de France à Odessa) et la proclamation lancée d'Ismail par T. S. F. au nom des Alliés annonçaient aux populations de l'Ukraine qu'elles devaient renoncer à leur indépendance, et se rallier à l'Etat russe sous peine d'être considérées comme hostiles à l'Entente.

Le Directoire arrive cependant grâce à l'effondrement de l'Allemagne, à enlever Kief à l'hetman, que soutenaient les baionnettes allemandes.

La première chose que fit le Directoire, une fois installé à Kief, ce fut d'envoyer une délégation à Odessa pour entrer en relations directes avec les représentants de la France et des Alliés et cette délégation s'entendit à Odessa avec celles du Don, du Kouban et de la Ruthénie Blanche, qui décidèrent d'unir leurs efforts aux siens.

Malheureusement les autorités militaires françaises à Odessa se trouvaient dans l'endroit le plus défavorable à une information impartiale. Non seulement Odessa est la ville la plus cosmopolite et la moins ukrainienne de toute l'Ukraine, mais c'est devenu, en outre le centre de tous les réactionnaires russes qui ont quitté Kief en même temps que Skoropadsky. Aussi la délégation ukrai-

nienne fut-elle arrêtée et internée à Odessa au moment où elle voulut retourner auprès du Directoire pour rendre compte de sa mission. La délégation avait été privée de toute possibilité de communication avec le Directoire et, au moment où elle voulut rentrer à Kief, le wagon dans lequel elle se trouvait fut détaché du train et retenu en gare par ordre des autorités militaires françaises.

Pendant ce temps le Directoire ukrainien avait lieu d'être fort inquiet de l'invasion bolcheviste qui menaçait l'Ukraine.

Il demande des explications à Moscou, et ne reçoit que de bonnes paroles.

Toujours sans nouvelles de la délégation qu'il avait envoyée à Odessa au commencement de janvier, le Directoire envoya une nouvelle mission pour traiter avec les représentants de la France; M. Serge Ostapenko et le général Grekow accompagnés de plusieurs conseillers se rendirent à Odessa et continuèrent ensuite à Birsula les pourparlers avec le colonel Fraydenberg, chef d'état-major, le capitaine Langeron, spécialement chargé de traiter avec le Directoire, et le lieutenant Villaine, homme de confiance du général Berthelot. Le but des négociateurs était de conclure un accord entre l'Ukraine et les Alliés pour opposer une forte résistance militaire à l'invasion bolcheviste. Les représentants français offrirent un secours technique et des fournitures d'équipement aux conditions suivantes.

1. Démission de Vinnitchenko et du premier ministre Tchekhovsky.
2. Démission provisoire de Petlura.
3. Reconnaissance secrète du Directoire.
4. Les chemins de fer passent aux mains du haut commandement français.
5. Contrôle français sur les finances, l'administration et la diplomatie de l'Etat ukrainien.
6. Transfert du gouvernement ukrainien à Odessa en cas de chute de Kief.
7. Soumission de l'armée ukrainienne au commandement français.
8. Examen de la question de la souveraineté de l'Ukraine renvoyé au Congrès de la paix.
9. Indemnité aux grands propriétaires comme conditions de la réforme agraire.
10. Renvoi aux Congrès de la paix de la question des colonies ukrainiennes en Sibérie, etc.
11. Formation d'une armée active sur la base des troupes de Galicie orientale. Les officiers russes de l'armée Dénikine doivent servir de cadre au cas où les gradés seraient trop peu nombreux.
12. Obligation du gouvernement ukrainien de présenter à la France un appel (d'après le projet rédigé par les représentants français) en énumérant ses fautes passées, en promettant de lutter contre le bolchevisme, en demandant à la France d'aider à la reconstruction et à l'organisation économique, financière, militaire, politique et diplomatique de l'Etat. Cet appel devait être basé „sur les sentiments de confiance à l'égard de la France et sur la foi dans sa générosité et sa gloire traditionnelle”.



De pareilles conditions étaient impossibles à accepter. Décourager à la fois les paysans et le sentiment national de la population en imposant d'une part des officiers russes à l'armée ukrainienne et en refusant d'autre part de reconnaître immédiatement le principe de l'indépendance du pays c'était vouer tout accord à un échec certain. Pendant ce temps, en dépit des assurances fallacieuses de Tchitchérine, l'armée bolcheviste-russe-letto-chinoise avançait rapidement et obligeait le Directoire à évacuer la capitale de Kief pour se retirer à Vinnitsa.

Le Directoire décida de faire une nouvelle tentative de négociations, non seulement avec la France, mais avec l'Entente tout entière sur les bases suivantes :

1. Impossibilité d'un changement dans le Directoire actuel. 2. Non intervention de la France dans les affaires politiques intérieures de l'Ukraine. Seul un Parlement national peut décider la forme de la loi agraire. 3. Reconnaissance de la république ukrainienne indépendante et populaire dans ses frontières ethnographiques. 4. Garantie par l'Entente de tous les droits nationaux du peuple ukrainien reconnu égal aux autres. 5. Participation de la République ukrainienne indépendante à la Conférence de la paix.

Aussitôt que le gouvernement des soviets entendit parler de ces négociations de l'Ukraine avec l'Entente, il fit de nouvelles offres au Directoire et Tchitchérine envoya un radiotélégramme à Vinnitsa le 6 février (numéro 180). Il offrait de reconnaître l'indépendance de la république ukrainienne et sa neutralité à condition que le Directoire fit une organisation commune de défense nationale avec les soviets ukrainiens pour repousser les tentatives de contre-révolution de l'armée Denikine et des franco-polonaises.

Cette offre sensationnelle d'une part et les conditions très lourdes imposées d'autre part causèrent une très grande impression dans les cercles politiques réunis à Vinnitsa. Aussi le 10 février Vinnitchenko démissionna-t-il du Directoire pour obéir au mot d'ordre de son parti, tandis que Petlura et Schwets quittèrent chacun les rangs de leur groupement politique pour pouvoir rester à leur poste. Le nouveau ministère fut confié à M. Serge Ostapenko comme président du conseil avec le général Grékof comme commandant en chef des forces ukrainiennes. Un mémorandum officiel fut rédigé au nom du Directoire et remis au capitaine Langeron, qui venait d'arriver à Vinnitsa comme représentant officiel du gouvernement français.

Cet officier remit de son côté, le 9 février, au premier ministre Ostapenko le télégramme suivant qu'il déclarait avoir reçu du chef d'état-major du général Anselme à Odessa :

„ Je vous envoie ce soir l'ordre du jour publié par le général au moment de son débarquement et de sa prise de commandement. Je voudrais qu'on réponde tout de suite par ce que nous avons dit. Inutile de tergiverser et de discuter. Nous avons tout arrêté.

Pas la peine de revenir sur la question. Il ne peut y avoir que des points de détail sans intérêt et le temps presse. Vu la situation, il importe d'envoyer solution dans les vingt-quatre heures, le temps n'étant plus à la politique mais à l'action."

La lettre contenait le document suivant daté du 7 février 1919:  
Ordre à l'armée n° 28.

Le général Anselme a pris le commandement des armées alliées de la Russie méridionale à partir du 15 janvier 1919 en même temps que des unités militaires des nations étrangères.

La France et les Alliés, tenant compte de l'effort apporté par la Russie au début de la guerre, se rendent en Russie pour donner la possibilité à tous les éléments de bonne foi et patriotes de rétablir l'ordre dans le pays, lequel a été depuis longtemps détruit au milieu des horreurs de la guerre civile.

(Signé) le général Anselme, commandant les forces militaires des Alliés en Russie méridionale. — Le colonel Fraydenberg, chef de l'état-major.

L'omission complète du mot „Ukraine" et l'emploi de l'expression „Russie méridionale" n'étaient pas faite pour satisfaire les sentiments nationaux du gouvernement ukrainien. Cependant le Directoire, espérant que la continuation des pourparlers permettrait d'obtenir de meilleurs résultats, insista sur les points les plus importants de son memorandum : l'indépendance de l'Ukraine devait être garantie solennellement, le territoire de la République devait être considéré comme une zone militaire réservée à l'armée ukrainienne et aux troupes alliées, mais pas aux troupes russes du général Denikine qui pourraient facilement être employées plus à l'est. Enfin, il importait de mettre immédiatement fin à la guerre des Polonais en Galicie, de manière à libérer les meilleurs soldats ukrainiens et la plus forte partie possible d'une armée nationale, c'est-à-dire environ 100.000 hommes appartenant aux troupes de la République d'Ukraine occidentale. La guerre prendrait fin immédiatement avec les Polonais, si les Alliés exigeaient de ceux-ci le retrait de leurs contingents derrière la rivière San. La réponse fut négative sur tous les points.

Le Directoire fit toutefois preuve de la meilleure volonté possible et annonça qu'une nouvelle commission gouvernementale se rendrait à Odessa le jour même pour signer un accord définitif avec les représentants de l'Entente (décision officielle du 11 février 1919). Le capitaine Langeron retarda son départ jusqu'au jour suivant et, le 12 février, transmit au gouvernement ukrainien une note comminatoire exigeant comme condition *sine qua non* la libération des anciens ministres de Skoropadki et de leurs complices germano-russes qui avaient trahi l'Ukraine en novembre et qui devaient être jugés par la Haute-Cour. Cet officier ajoutait même que, dans le train spécial qui devait quitter Vinnitsa, le premier wagon lui serait réservé comme représentant de la France et le second serait mis à la disposition de ces anciens ministres

accusés de trahison, tandis que la commission du Directoire pourrait prendre place dans le troisième.

Il est inutile de cacher l'impression déplorable que produisit la lecture de ce document. Les amis de la France furent atterrés, et ceux qui étaient moins bien disposés à son égard y virent une preuve que les militaires français n'avaient traité avec le Directoire que dans le but de sauver „leurs protégés monarchistes russes”, de même que le consul Eniaud n'avait pas hésité à collaborer avec les militaires allemands eux-mêmes pour soutenir à Kief la politique pansrusse des mêmes personnages.

L'arrivée du général Berthelot à Odessa le 15 février changea la situation dans une large mesure. Sans doute mieux informé que l'état-major du général Anselme, le général Berthelot comprit en peu de jours qu'il fallait éviter de froisser les susceptibilités nationales du gouvernement Ukrainien afin de ne pas lui aliéner l'appui de l'opinion publique nécessaire pour pouvoir signer un accord efficace avec la France. En outre le temps pressait et l'invasion bolcheviste descendait rapidement vers le sud. Un courrier spécial envoyé à Vinnitsa par le général Berthelot à la place du capitaine Langeron informa le Directoire que le gouvernement français ne désirait pas insister davantage sur la libération des anciens ministres en prison si les autorités ukrainiennes estimaient que ces personnages devaient être jugés d'après les lois du pays et qu'ils se bornait à exprimer l'espoir qu'ils ne seraient pas condamnés à mort.

Le président du conseil Ostapenko envoya immédiatement une nouvelle mission à Odessa avec les pleins pouvoirs pour signer un accord définitif entre la République ukrainienne et le haut commandement français au nom des Alliés et des États-Unis de l'Amérique du Nord.

Si l'on avait renoncé tout de suite à imposer à l'Ukraine un protectorat complet et si l'on avait publié dès le premier jour une proclamation indiquant bien nettement l'intention des Alliés de reconnaître l'indépendance de l'Ukraine et la réforme agraire, exigée par les paysans, on aurait pu signer l'accord deux mois plus tôt et l'invasion bolcheviste aurait pu être arrêtée, surtout si l'Entente avait mis fin à la guerre avec les Polonais en Galicie orientale et assuré ainsi la collaboration militaire de la forte armée de l'Ukraine occidentale. A l'heure qu'il est l'accord arrive bien tard et les bolchevistes ont envahi les deux tiers du pays.

(Extrait du *Journal de Genève*. 1<sup>er</sup> avril 1919).



## LITTÉRATURE SUR LE PROBLÈME UKRAINIEN

---

1. *Un peuple européen de quinze millions oublié devant l'histoire. Pétition du Sénat de l'Empire demandant une réforme dans l'enseignement de l'histoire*, par C. Delamarre, Paris, Amyot, 1869. 24 p. in-8°.

2. *La littérature ukrainienne proscrite par le gouvernement russe. Rapport publié au Congrès littéraire de Paris (1878)* par Drahomanov. Genève, Georg, 1878. 42 p. in-16.

3. *Une nation opprimée. La nation Ukrainienne ou Ruthène*, [par B. Grintchenko]. Genève, Georg, 1895, in-16.

4. *Les nationalités dans l'empire de Russie*, par J.-M. Gardet. (Correspondant, 1898, 1133).

5. *Le tsarisme et l'Ukraine*, par Romain Sembratovytch. Avec préface de Björnsterne Björnson. Traduit de l'allemand par Jaroslav Fedortchuk. Paris, E. Cornely, 1907, II, 55 p. in-8°.

6. *L'Ukraine sous le protectorat russe*, par le baron Boris Nolde. Lausanne, Payot, 1912.

7. *Les Annales des Nationalités. Bulletin de l'Union des Nationalités*. Directeurs: J. Gabryś et Jean Pelissier. Numéros consacrés à l'étude de l'Ukraine: Nos 3 et 4, mars-avril 1913, 200 p. in 8° Paris, boulevard des Batignolles 41.

8. *Le problème de l'Ukraine; son évolution historique*, par Michel Hruschewsky, (Revue politique internationale, 1914, XII, p. 289-328).

9. *Deux nationalités Russes*, par le professeur N. Kostomarov. Traduit de l'Ukrainien par Gustave Brocher, Lausanne, 1916.

10. *La Pologne historique rediviva?* par Ucrainus. Traduit du manuscrit ukrainien, par G. B. de Montbrand, Lausanne, F. Rouge, 1916, 36 p. in-12.

11. *Comment les Polonais comprennent leur liberté*, par Michel, Lozynsky. Appendice: *Les aspirations des Polonais devant l'opinion publique française*, par V. K. Traduction de G. Brocher. Lausanne, édition de la *Revue ukrainienne*, 1916. 40 p. in-8°.

12. *La Question Ukrainienne et le principe des nationalités*, par Pierre Chasles (*Le Monde Slave*, 1917, 3-4, p. 412-436).

13. *Revendications ukrainiennes. Memorandum présenté aux pays neutres et belligérants* par le Bureau Ukrainien en Suisse. Lausanne. Imprimeries réunies, 1917. 45 p. in-8°.

14. *Les „droits“ de la Pologne sur la Galicie*, par Michel Lozynsky, docteur en droit, Lausanne, Imprimeries réunies, 1917.

15. *L'Ukraine et la question Ukrainienne*, par Th. Savtchenko. Paris, 1918. 80 p. in-8°.

16. *L'Ukraine, la Russie et les Puissances de l'Entente*, par Alexandre Choulguine, ancien Ministre des Affaires Étrangères. Berne, 1918, 58 p. in-8°.

17. *L'Ukraine et les Ukrainiens*, par P. Stebnitsky, Berne 1918, Imprimerie R. Suter & Cie.

18. *Documents historiques sur l'Ukraine et ses relations avec la Pologne, la Russie et la Suède (1569—1764)*, par le comte Michel Tyszkiewicz, de la Société Ukrainienne des Sciences de Kiev, avec une étude sur *la Russie, la Petite-Russie et l'Ukraine*, par S. Cheloukhine, ancien ministre et sénateur. Lausanne, 1919, 72 p. gr. in-f°, avec 6 cartes, Imprimerie A. Bovard-Giddey.

19. *L'Ukraine en face du Congrès*, par C<sup>te</sup> M. T., Lausanne 1919, Imprimerie A. Bovard-Giddey.

20. *La Littérature Ukrainienne*, par le C<sup>te</sup> M. Tyszkiewicz, Berne 1919, Imprimerie R. Suter & Cie.

21. *La guerre Polono-Ukrainienne en Galicie et l'avenir de la République Ukrainienne de l'ouest*, par le Dr Eugène Levitsky, Membre du Conseil national Ukrainien, Berne 1919, Imprimerie R. Suter & Cie.

22. *Notes présentées par la Délégation de la République Ukrainienne à la Conférence de la Paix, à Paris (février-avril 1919)*, publiées par le Bureau de Presse Ukrainien à Paris. 40 p. in-8°.





CARTE ETHNOGRAPHIQUE DE L'UKRAINE